

UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE
Faculté de Droit
Institut d'Etudes Judiciaires

Session 2012

EXAMEN D'ENTREE AU C.R.F.P.A.

EPREUVE PRATIQUE

Mardi 18 Septembre 2012
8 H – 11 H

DROIT PATRIMONIAL

Monsieur Savigny est l'heureux propriétaire d'un pavillon aux environs de Grenoble. Un jour, à proximité du grillage qui sépare sa propriété de celle des époux Thibaut, il trouve dans l'herbe, posée sur le sol, une bague en or d'apparence ancienne, à l'intérieur de laquelle il est gravé « AFJT, Hameln 1772 ». Il se décide à l'amener pour expertise chez le bijoutier de sa petite ville. Il laisse, en outre, à ce bijoutier, toujours pour expertise, une broche ayant appartenu à sa grand-mère.

Le bijoutier l'appelle quelques jours plus tard pour lui annoncer que Monsieur Heidelberg, grand collectionneur de bijoux anciens, a acquis la bague et la broche, pour respectivement 6000 et 13000 Euros : le bijoutier a estimé que le prix offert étant très bon, il agissait bien en concluant la vente. Il offre de ne conserver qu'une petite commission, et de donner le reste de l'argent à Monsieur Savigny. Monsieur Savigny est excédé : jamais il n'a demandé au bijoutier de vendre les deux bijoux. En outre, il se trouve que Monsieur Heidelberg et Monsieur Thibaut se connaissent très bien, et que Monsieur Thibaut a reconnu dans la nouvelle acquisition de son ami la bague de son ancêtre Anton Friedrich Justus Thibaut, né en 1772 à Hameln, et qu'il avait perdue en taillant ses rosiers appuyés contre le grillage séparatif.

- 1) Monsieur Savigny souhaite récupérer la bague et la broche, Monsieur Thibaut souhaite récupérer la bague, et Monsieur Heidelberg entend conserver les deux bijoux. Réglez leur litige (négligez d'éventuelles actions qui naîtraient de contrats ou quasi-contrats entre Monsieur Savigny et le bijoutier).

Une autre controverse naît entre Thibaut et Savigny, à propos du grillage séparatif. Monsieur Thibaut souhaiterait qu'il soit remplacé par un mur, afin de mieux préserver son intimité. Monsieur Savigny refuse de participer à la dépense, et refuse que l'on détruise le grillage, qu'il a édifié sur sa partie de terrain, à ses frais.

- 2) Que peut faire Monsieur Thibaut ?

À une autre extrémité du terrain, la propriété de Monsieur Savigny borde celle occupée par Monsieur Ihering. Or, il s'avère que d'immenses cèdres, sur le terrain de Monsieur Ihering, gênent Monsieur Savigny de plusieurs manières : les racines causent du dommage à sa terrasse, les branches s'étendent au-dessus de son fonds, et la cime des arbres projette son ombre sur son salon, qui ne reçoit plus la lumière du jour. Monsieur Savigny souhaite pouvoir couper branches et racines,

voire obliger son voisin à mettre fin à ces différentes nuisances. Monsieur Ihering souhaite laisser les choses en l'état, faisant remarquer que les arbres sont plantés à la distance prescrite, et faisant en outre savoir qu'il n'est qu'usufruitier.

3) Qu'en pensez-vous ?

Monsieur Thibaut a édifié en 1999 un bâtiment à usage de garage et d'atelier très proche de la limite séparative de son fonds et de Monsieur Savigny. Ce bâtiment est percé de plusieurs fenêtres qui donnent directement chez Monsieur Savigny, et par lequel l'on accède par un petit chemin, situé chez Monsieur Savigny, mais que depuis aussi longtemps que l'on puisse s'en souvenir, a servi de « raccourci » pour atteindre la demeure de Monsieur Thibaut. Néanmoins, nulle trace écrite d'un quelconque droit de passage n'existe. Monsieur Savigny n'a rien trouvé à redire à cela jusqu'à ce jour, mais, au vu du tour que prennent ses relations avec son voisin, il envisage de fermer l'accès au chemin, et de demander à son voisin de murer les fenêtres qui donnent chez lui.

4) Peut-il le faire ?

Dans le garage de Monsieur Savigny se trouve une superbe voiture de collection, dont il a fait l'acquisition avec son frère, chacun ayant payé la moitié du prix. La foudre est tombée sur ce garage, a incendié la voiture, qui a été sérieusement endommagée, et qui n'était pas assurée contre de tels événements. Monsieur Savigny demande à son frère de participer aux frais de réparation. Celui-ci lui répond qu'il se désintéresse désormais de cette automobile, et demande à Monsieur Savigny une certaine somme d'argent, d'abord parce qu'il a ces dernières années exclusivement joui de ce bien, ensuite parce qu'il n'a pas su le conserver.

5) Qu'en pensez-vous ? (vous négligerez d'éventuelles actions portées sur le fondement de la responsabilité civile).

Documents autorisés :

Conformément à l'article 11 de l'Arrêté du 11 septembre 2003 :

« Lors des épreuves, les candidats peuvent utiliser les codes et recueils de lois et décrets annotés, à l'exclusion des codes commentés.

Ils peuvent également se servir de codes ou recueils de lois et décrets ne contenant aucune indication de doctrine ou de jurisprudence sans autres notes que des références à des textes législatifs ou réglementaires. »